

Nouvelle-Calédonie : le temps des colonies, ça suffit !

Solidarité avec les Kanak !

Magasins et voitures en flammes, barrages routiers, affrontements, jeunes tués par balle... La révolte des Kanak rappelle que ce « territoire d'Outre-mer français » est, en réalité, une colonie. La révolte fait suite à des manifestations massives contre le projet d'élargir le corps électoral aux colons installés depuis dix ans. Une décision que Darmanin et Macron justifient au nom de la démocratie... Mensonge ! Si c'était vrai, pourquoi n'accordent-ils pas le droit de vote à tous les immigrés vivant et travaillant ici depuis plus de dix ans ? Pourquoi avoir promulgué une loi anti-migrants sous la dictée du Rassemblement national ? Macron veut s'assurer que sur ce territoire à 17 000 kilomètres de la France, le peuple kanak reste minoritaire sur ses propres terres en dépit de son droit à l'autodétermination.

Mensonges et brutalité coloniale

Le gouvernement ne répond que par la répression et la calomnie, déployant le Raid et le GIGN : 1 000 flics envoyés en plus des 1 700 déjà sur place, auxquels s'ajoutent 600 militaires. Le tout appuyé par des blindés, des hélicoptères et même des avions. Environ un flic ou militaire surarmé pour trente Kanak. Et toutes ces forces de répression laissent faire les milices armées de colons, déjà responsables de la mort de plusieurs Kanak.

Darmanin calomnie les mouvements indépendantistes traités « d'organisations mafieuses ». Le même Darmanin qui accuse d'antisémitisme ou de soutien du terrorisme ceux qui protestent contre le génocide de l'État israélien à Gaza. Qui traitait de délinquants ceux qui avaient protesté contre le meurtre de Nahel par la police l'an dernier.

Retour au calme ou à l'ordre colonial ?

Pendant que la droite applaudit à la répression, la gauche (PCF, PS, LFI) appelle au calme et au dialogue, invoquant Mitterrand, Rocard ou Jospin. Mais ce sont les socialistes qui avaient cherché à imposer, en 1984, un nouveau statut de l'archipel, initiant une vague d'affrontements, sous Mitterrand-Chirac, avec le massacre en 1988 de 19 indépendantistes dans l'assaut de la grotte d'Ouvéa. Le « dialogue » instauré par la suite fut surtout une manière de lanterner la population avec des référendums promis pour 40 ans plus tard... Le dernier référendum, tenu à marche forcée malgré la crise sanitaire, a été, à juste titre, boycotté par les indépendantistes. Nous voilà 40 ans plus tard : et aucun problème n'est réglé.

Comment pourraient-ils l'être ? Alors que les inégalités criantes n'ont fait que se creuser ? Ce ne sont pas des référendums qui pouvaient mettre fin aux salaires de

misère, ni faire cesser l'exploitation du nickel, la grande richesse de l'archipel, et des hommes par des compagnies capitalistes. Pas plus que supprimer les bidonvilles.

Les émeutes ont interrompu le ravitaillement, des poches de transfusion manquent dans les hôpitaux, nous dit-on. Mais ce manque de tout, c'est déjà le quotidien des exploités et des colonisés ! 25 % des Kanak sont au chômage, des milliers d'entre eux dépendent de l'aide alimentaire.

Là-bas, comme ici, ceux qui travaillent et créent les richesses sont traités comme des moins que rien, dépossédés de tout.

En Kanaky comme ici : urgence révolution !

Le point de départ de la révolte est anti-colonial. Elle a pour toile de fond la misère dans l'archipel. Parmi les révoltés, il y a de nombreux jeunes kanak, mais aussi des jeunes des familles originaires d'autres îles d'Océanie ou du Vietnam. En Kanaky, comme ailleurs, c'est toute une société inégalitaire et violente qu'il faut renverser, en s'opposant à l'État qui la défend.

Alors à ces élections européennes du 9 juin – où voteront d'ailleurs des Océaniens, des Antillais, des Africains –, pour dire clairement que le temps des colonies est bien fini, en Kanaky, à Mayotte, en Palestine et partout, votez pour la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution ! » conduite par Selma Labib et Gaël Quirante.

En tout cas, face à l'aggravation du fait colonial en Nouvelle-Calédonie et à la répression qui s'abat déjà sur la jeunesse et menace tous les manifestants, nous ne pouvons qu'être solidaires de la jeunesse kanak et des organisations qui mènent le combat contre le fait colonial.

Lundi 20 mai 2024

ÇA CHAUFFE À L'INSTITUT GUSTAVE ROUSSY !

Vendredi 3 mai, les aides-soignantes et auxiliaires de puériculture menaient leur deuxième journée de grève, après plusieurs semaines de mobilisation à l'Institut Gustave Roussy de Villejuif. Elles revendiquent une prime de 3 000 euros, que le reste du personnel touche officiellement « en tension », comme si les aides-soignantes et auxiliaires de puériculture ne l'étaient pas ! Il en manque à tous les services ! La direction cherche à négocier en proposant une prime de 1 000 euros seulement, mais les grévistes sont déterminées à aller jusqu'au bout : 3 000 ou rien. L'objectif est d'amplifier le mouvement. La voie à suivre !

GUINGAMP : GRÈVE DU PERSONNEL DE NUIT

Le personnel de nuit de l'hôpital de Guingamp a fait grève mardi 14 mai après-midi, à l'appel de la CGT. Les grévistes dénoncent et s'opposent à de nouvelles règles de gestion du temps de travail, imposées par la direction, qui auront pour conséquence une réduction du temps de repos. Elles souhaitent conserver l'organisation actuelle jugée plus protectrice de leur santé et permettant un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Mais ces considérations ne semblent pas être la priorité de la direction, qui ne cherche qu'à augmenter le temps de travail ! Face au refus systématique de la direction d'entendre la parole des soignantes, une seule solution : la grève !

ET LES SALAIRES ?

Les salaires sont en berne à l'hôpital. Alors que les entreprises du CAC 40 annoncent des bénéfices record et que le PDG de Stellantis va gagner l'équivalent de 100 000 euros par jour, nos salaires n'ont augmenté que de 1,5 % cette année, bien loin des augmentations des produits de première nécessité. Il faut 300 euros d'augmentation pour tous et pas un salaire de moins de 2 000 euros !

ALLOCATIONS CHÔMAGE : MASSACRE EN VUE !

L'Unedic vient de sortir une « étude d'impact » sur les conséquences des mesures envisagées par le gouvernement : passage de la durée requise pour ouvrir des droits à neuf mois de travail sur une période de 18 mois, durée d'indemnisation ramenée à 12 mois. Cumulées, ces mesures pénaliseraient tous les travailleurs qu'ils soient en intérim, CDD ou CDI. Le passage à 12 mois d'allocations par exemple : c'est six milliards d'euros sur le dos de 45 % des allocataires !

LES CADEAUX DE MACRON AUX SUPER-RICHES

Lorsqu'il a supprimé l'ISF en 2018, Macron jurait que c'était pour « l'investissement en direction de l'économie réelle, de la recherche, des usines, de la production », bref « une réforme pour produire, pas un cadeau pour les plus fortunés ». Six ans

plus tard le bilan est accablant. Non seulement la Cour des comptes dit n'avoir vu aucun « ruissellement » de cette richesse vers l'économie réelle mais, selon le Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital, cela représente chaque année un manque à gagner de 4,5 milliards d'euros pour les finances publiques.

TOUT POUR LE FRIC

Le PDG de la compagnie aérienne *low cost* Ryanair, Michael O'Leary, a proposé l'aide de sa compagnie au gouvernement britannique, qui vient de faire voter une loi autorisant l'expulsion au Rwanda des demandeurs d'asile de toute nationalité. Cette loi bafoue des droits humains reconnus par les conventions internationales. Mais O'Leary flaire une occasion de faire du fric. Si l'enfer existait, Ryanair proposerait au diable d'ouvrir une ligne pour lui amener des clients.

93 : LA PRÉFECTURE VEUT ENVOYER DES JEUNES DE QUARTIER LOIN DES JO

C'est le site bondyblog.fr qui l'affirme. La préfecture de Seine-Saint-Denis réoriente le dispositif « Quartiers d'été », destiné à occuper les jeunes des quartiers défavorisés pendant la période estivale, pour les inciter... à quitter le département pendant les JO. En revanche, rien de tel dans les autres départements franciliens où une majorité des crédits sera utilisée dans des activités sportives en lien avec les JO. En résumé, les jeunes de Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre de métropole, ne sont pas les bienvenus dans la « grande fête olympique ». Pas plus que les SDF et les migrants...

DROITE ET EXTRÊME DROITE VEULENT FAIRE FINANCER DES MURS « ANTI-MIGRANTS » PAR L'UNION EUROPÉENNE

12 pays de l'Union européenne ont déjà construit des murs à leurs frontières pour empêcher le passage des migrants. Ils s'étendent aujourd'hui sur plus de 2 000 kilomètres, soit environ sur 14 % des frontières terrestres de l'Union. Par exemple ils ont été érigés entre la Grèce et la Turquie et entre la Pologne et la Biélorussie aux frais des pays concernés. Mais Les Républicains, Reconquête et le Rassemblement national (RN) réclament des fonds de Bruxelles pour en construire davantage. « Je suis favorable à ce qu'on puisse financer par l'argent de l'Europe des frontières aux portes de l'Union européenne », a notamment déclaré Jordan Bardella, tête de liste du RN. Ailleurs où ils existent, notamment entre les États-Unis et le Mexique, de tels murs ont prouvé qu'ils étaient incapables de freiner l'immigration mais rendaient plus périlleux, et souvent mortel, le franchissement des frontières. C'est une vision d'un monde barbelé et barbare. Il faut se battre pour l'ouverture et l'abolition des frontières et le droit à la libre circulation et installation pour tous et toutes !

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

ÉLECTIONS EUROPÉENNES • 9 JUIN 2024

POUR UN MONDE
SANS FRONTIÈRES NI PATRONS

URGENCE
RÉVOLUTION !

MEETING
DE FIN DE
CAMPAGNE

JEUDI 6 JUIN
À 19H

GYMNASSE JAPY,
2 RUE JAPY, 75011
M VOLTAIRE

AVEC NOS DEUX
TÊTES DE LISTE :

SELMA LABIB
CONDUCTRICE DE BUS
CO-TÊTE DE LISTE

GAËL QUIRANTE
POSTIER LICENCIÉ ET SYNDICALISTE
CO-TÊTE DE LISTE

linktr.ee/sans_frontieres_ni_patrons @npa.revo
npa-revolutionnaires.org npa.revolutionnaires